



SIGNÉ BURKI Les arbitres devront aussi se plier au contrôle antidopage.

RÉFLEXIONS

«Notre» Tibet remis en question

Cela fait près de soixante ans que l'Occident prétend défendre le Tibet. Cependant, il est temps de nous interroger sur «notre» politique à son égard et, surtout, sur les dégâts que cette politique a faits par le passé.

L'Occident a commencé à jouer un rôle important au Tibet en 1904, lorsque l'armée britannique a envahi ce territoire sous suzeraineté chinoise, occupé Lhassa et exigé des réparations de la part du gouvernement tibétain pour son refus de s'ouvrir aux marchands anglais. Pour que les troupes de Sa Majesté quittent le Tibet, le gouvernement chinois finit par payer ces «réparations» de sa poche.

En 1913, le treizième dalaï-lama déclare l'indépendance du Tibet. La Grande-Bretagne réagit au quart de tour: elle traîne le Tibet et la Chine à la table des négociations. Le Traité de Simla qui en résulte (1914) fait renoncer le Tibet au statut d'Etat indépendant et souverain, mais il ne protège pas son autonomie, car il n'est finalement ratifié par aucun des trois pays impliqués.

En 1950, quand la Chine annonce vouloir reprendre le contrôle du Tibet de gré ou de force, le gouvernement tibétain supplie la communauté internationale de reconnaître son indépendance, mais en vain. Lorsque les troupes chinoises mettent pied sur le sol tibétain, la seule réac-



L'INVITÉ
OTTO KÖLBL
CHARGÉ
DE RECHERCHE
À L'UNIL

«Nous devons forger une alliance avec tous les Chinois qui ont pour objectif de laisser les Tibétains vivre leur identité, et il y en a beaucoup»

tion extérieure est le refus unanime d'une commission de l'ONU, regroupant des représentants de toutes les grandes puissances et de nombreux autres pays, de mettre la question du Tibet à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. En clair, le message envoyé à la Chine est: «Tu peux y aller, le Tibet est à toi.»

Forcé de cohabiter avec le régime communiste sous l'accord en dix-sept points qui lui fut imposé par la Chine, le quatorzième dalaï-lama choisit la voie de la négociation afin de préserver ce qui reste de l'autonomie tibétaine, avec un certain succès. Cependant, les activités de la CIA

au Tibet, dans lesquelles deux frères de dalaï-lama ont joué un rôle de premier plan, ont certainement contribué à envenimer les relations entre Pékin et Lhassa et à discréditer le dalaï-lama aux yeux des communistes. La voie de la négociation n'a désormais plus aucune chance; le soulèvement du 10 mars 1959 met fin à la cohabitation, et le dalaï-lama doit quitter le Tibet.

Aujourd'hui, l'Occident doit être capable de regarder ses actions passées en face. L'opinion publique chinoise a de plus en plus d'influence sur son régime communiste, et le Tibet est un sujet très populaire en Chine, en particulier parmi les étudiants. C'est d'ailleurs à la suite d'une discussion sur ce sujet avec mes étudiants dans une université chinoise que j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire du Tibet.

En lisant des traités d'histoire écrits par des historiens occidentaux et tibétains travaillant en Occident, je me suis rendu compte que nos médias ne nous disent de loin pas toute la vérité sur ce sujet. Nous devons forger une alliance avec tous les Chinois qui ont pour objectif de laisser les Tibétains vivre leur identité tibétaine, et il y en a beaucoup. Mais nous ne pouvons pas leur demander de regarder les dégâts que la Chine a faits au Tibet en face, si nous ne sommes pas prêts à en faire de même.

L'engagement des juifs de Suisse

Chaque fois qu'Israël est au centre du débat et que l'on fait connaître des incidents antisémites, notre Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) est un partenaire particulièrement apprécié. On pourrait presque en déduire que la FSCI se préoccupe exclusivement de ces sujets.

Ce n'est pas le cas. En qualité d'organisation faitière, la FSCI, qui représente dix-sept communautés juives, ou quelque 14 000 juives et juifs de Suisse, s'occupe d'une multitude de thèmes. La sauvegarde et la promotion des intérêts communs des juifs en Suisse sont ses priorités, notamment auprès des autorités fédérales et des institutions, ainsi que dans le dialogue avec les milieux politiques et les représentants des médias.

Bien entendu, les événements au Proche-Orient sont une préoccupation essentielle pour la FSCI. Comme les juifs du monde entier, nous sommes étroitement liés à Israël pour des raisons historiques, religieuses et culturelles, et le devenir de l'Etat juif est primordial pour nous. La FSCI s'engage sans restrictions pour le droit d'Israël à l'existence et est solidaire de sa population.

J'ai souvent constaté, au cours de débats, parfois avec amusement, parfois avec surprise, que de nombreuses personnes se sont fait une idée fautive de la situation. La solidarité avec Is-



L'INVITÉ
HERBERT WINTER
PRÉSIDENT
DE LA FSCI *

«En soi, critiquer Israël n'est pas une démarche antisémite. Malheureusement, les critiques contre Israël dissimulent parfois des sentiments antijuifs»

raël ne signifie pas que nous sommes responsables de sa politique ou que nous en sommes les porte-parole. S'agissant des questions politiques à traiter au Proche-Orient, il n'existe pas une position juive unique mais bien plusieurs appréciations.

La FSCI se mobilise contre toute forme de critique unilatérale contre Israël. Il est en principe permis de critiquer Israël pour autant que l'on ne remette pas en question son droit d'existence ou que l'on n'utilise ni n'avive de préjugés antisémites. En soi, critiquer Israël n'est pas une démarche antisémite. Mal-

heureusement, les critiques contre Israël dissimulent parfois des sentiments antijuifs. Nous nous engageons avec force pour que la communauté juive de Suisse reste préservée d'attaques globales.

La FSCI s'engage aussi dans les domaines culturel, social, des thèmes religieux et de la jeunesse. Nous sommes ainsi responsables de la publication d'une série de documents sur l'histoire et la culture des juifs en Suisse. L'Union suisse des comités d'entraide juive, associée à la FSCI et qui contribue de manière significative en tant qu'œuvre d'aide reconnue par la Confédération à l'aide aux réfugiés, est un pilier important de notre travail social.

Nous nous engageons pour la liberté de religion et entretenons un dialogue interreligieux actif avec des représentants d'autres communautés pour encourager la confiance et la tolérance.

La FSCI s'implique non seulement pour des thèmes concernant directement les juifs, mais aborde également d'autres domaines de la société, dans le respect des valeurs juives. En tant que juives et juifs, nous apportons activement notre empreinte dans la vie économique, culturelle, politique et religieuse de notre pays. Rien de plus, et rien de moins. C'est dans cet esprit que la FSCI s'engage.

* Fédération suisse des communautés israélites

VU EN LIGNE

Le meilleur des blogs: rendez-vous sur www.blog.24heures.ch Commentez, discutez, et ouvrez votre propre blog!



NOTRE SPHÈRE PRIVÉE
» Le débat sur le secret bancaire est l'occasion de redonner à la sphère privée sa juste place dans les valeurs de la Suisse et du fonctionnement entre l'Etat et les citoyens. Par Claudine Amstein.

amstein.blog.24heures.ch



FAUT-IL RESTAURER AUSCHWITZ?

» Le chasseur de nazis Serge Klarsfeld s'inquiète de la détérioration du camp de Birkenau. Il pense que sa conservation représente une chance pour les générations à venir de se souvenir à la Shoah. Un budget de 120 millions d'euros est d'ailleurs prononcé. Pour louable qu'elle soit, je ne crois pas que cela soit une bonne idée.

David Laufer, dlauffer.blog.24heures.ch



LE POWHIRI

» En Nouvelle-Zélande, c'est une cérémonie officielle d'ouverture à la mode maorie, pratiquée dans les universités. Antonin Danalet la décrit et la décrypte.

antonind.blog.24heures.ch